nouveleconomiste.fr

Communication
Développement durable - Droit
Finance - Management
Marketing - Office management
Technologies

Cahier n°2 - hebdomadaire
Jeudi 14 janvier 2010

Leadership & Management

Le journal des directions d'aujourd'hui

Syndrome Peter Pan

Histoire d'une société qui ne veut pas grandir.

Attachement sans borne au passé, tendance à s'en remettre à une autorité tutélaire, poids écrasant de l'habitude – permettant de considérer toute chose comme acquise et, par conséquent, comme immuable -, résistance marquée au changement et assimilation de toute nouveauté à une menace... Tous les symptômes confirment le diagnostic d'une société française comme atteinte d'un syndrome généralisé de Peter Pan. Pathologie se manifestant par un refus de grandir et qui pourrait être qualifiée de bénigne si elle ne se heurtait pas à un contexte mondial en mouvement, porté par la mondialisation et le changement.
Aux antipodes, donc, d'une société que certains décrivent désormais comme apathique, ankylosée ; dont l'instinct de conquête semble s'être émoussé au profit de celui de conservation, du principe de précaution. Au point de la rendre plus encline à regarder dans le rétroviseur qu'à faire face aux nouveaux défis du présent et surtout du futur...
C'est plus grave qu'il n'y paraît.

SIPA

L'attitude qui consiste à refuser le changement et à fuir les contraintes.

Par **Caroline Castets**

Il a un costume vert, un chapeau à plume et une sainte horreur du monde des adultes. Inutile de prétendre le contraire sous prétexte que vous êtes, vous-mêmes, adulte : vous l'avez reconnu. Si le personnage de Peter Pan est célèbre, le syndrome auquel il a donné son nom l'est beaucoup moins. Et pourtant, voilà près de trente ans qu'il est utilisé pour désigner l'attitude qui, chez certains adultes, consiste à refuser le changement et à fuir les contraintes qui en découlent ; ou pour faire simple: à refuser de grandir. Une pathologie à première vue inoffensive que l'on croyait réservée aux seuls individus jusqu'à ce qu'un livre récemment paru sous le titre de *Français, réveillez-vous ! Ou le syndrome généralisé de Peter Pan*, en détecte les symptômes – attachement au passé, refus de changer, immaturité... - dans la société française. A l'origine de ce diagnostic : dix années passées d'abord en Chine puis au Japon au cours desquelles Mickaël Doukhan, consultant en commerce international et auteur du livre, est frappé par le gouffre séparant ces sociétés *"en pleine effervescence"* de la nôtre.

▸ Suite p.26

EXPERTISE

Supplément d'âme

Quand l'art contemporain ouvre l'esprit des managers.

Dans les sièges sociaux les plus normés et conformistes, les états-majors pétris de sérieux, les ensembles de managers férus de culture financière, marketing ou informatique, elle a décidé de faire exploser les façons de voir, de dynamiter les conformismes tout en favorisant les innovations. Bref, cette ingénieure a changé de vie afin d'utiliser un levier pour stimuler l'ouverture d'esprit : l'art contemporain. *"Je ne connais de meilleur exercice d'ouverture d'esprit que l'initiation à l'art contemporain"*, plaide Sophie Gonzalez à la tête d'Artstorming, structure fédérant un certain nombre d'experts en artistes du siècle passé. Ingénieure au parcours classique, balisé par l'industrie et les technologies et plus particulièrement dédié à la chimie du côté de chez Shell puis de Dupont de Nemours et de Dotcom, Sophie Gonzalez a emprunté un itinéraire brillant et traditionnel, cheminant d'abord une dizaine d'années dans les couloirs des grands groupes, plus précisément dans l'univers si formaté des réunions organisées dans leur *"business units"* par les multinationales. Pas vraiment un quotidien de fantaisie à la créativité débridée. Pourtant elle y tient des postes de développement où sont singulièrement sollicitées les capacités d'innovation et de créativité. Univers quelque peu engoncé. Est-ce pour cela qu'elle a un beau jour de 2003 suscité un choc en provoquant la rencontre de deux planètes qui s'ignoraient : celle des entreprises et celle de l'art contemporain ? *"Le rapprochement de ces deux univers que je connaissais particulièrement bien s'est ...*

▸ Lire p.28

Les fleurs du Net
par Pierre Kosciusko-Morizet

Une bonne année pour le e-commerce

La crise n'a pas affecté les ventes en ligne à Noël.

▸ Lire p.28

PASCAL DASSEUX
Directeur général de Havas Media, président directeur général de Havas Digital.

"Tous les médias vont devenir digitaux"

La révolution numérique place le média au cœur des problématiques des annonceurs. Sur le Web aujourd'hui, et demain sur tous les supports.

Initié à la communication publicitaire dans l'Amérique de Leo Burnett - groupe Publicis -, l'homme fait aujourd'hui les beaux jours du concurrent et compétiteur de toujours Havas. Au côté de Dominique Delport, Pascal Dasseux pilote la stratégie digitale de la branche média du sixième groupe mondial de communication. A la fois président directeur général de Havas Digital et directeur général de Havas Media, il distille aux annonceurs les meilleurs conseils pour bénéficier au mieux de la révolution numérique en cours. Création, technique, média, mesure, les défis ne manquent pas. *"Notre métier est surtout d'amener un maximum d'internautes sur les sites Web de nos clients et d'analyser ce qu'ils y font."* Aussi vite dit que complexe. Tout d'abord, pas question chez Havas de procéder à de coûteuses acquisitions pour décrocher des parts de marché. La croissance organique est le seul chemin. Par ailleurs, la digitalisation des médias et des supports n'épargne personne. Très pragmatique, cet inconditionnel de Vincent Bolloré a pour mission aussi de convertir Havas Media à la culture du digital. Pari en partie déjà réussi. En 3 ans, l'activité digitale a quadruplé, représentant plus d'un tiers de la marge brute d'Havas Média. "*Le digital est plus large que le Web, il concerne tout ce qui est numérique. Internet est de facto digital, le mobile l'est aussi, tous les médias comme la télévision ou l'affichage le deviendront peu à peu. En fait, le digital est un champ d'exploration absolument incroyable. Il est normal qu'il soit au centre des problématiques des annonceurs. Du coup, il prend une place de plus en plus importante dans les agences de communication. Notre métier : permettre à un annonceur de véhiculer le bon message au bon moment au bon endroit. C'est très complexe.*

▸ Lire p.30

nouveleconomiste.fr

Les archives numériques du nouvel Economiste en consultation gratuite.
Exclusif
Classement en format "journal" et lecture en feuilletage "dynamique"

LES DOSSIERS B-TO-B

INTELLIGENCE ECONOMIQUE

De bonne guerre

De la simple bataille commerciale à la véritable lutte d'influence, tous les moyens sont bons.

"L'art de la guerre, c'est de soumettre l'ennemi sans combat", écrivait Sun Tzu dans *L'Art de la guerre*. Un précepte appliqué à la lettre dans les affaires, sous les douces appellations anglo-saxonnes de *"pricing out"* ou de *"rising rival cost"* (RRC), pratiques consistant à augmenter en toute discrétion les coûts des concurrents à distance, minant ainsi leur puissance commerciale. Certaines techniques sont répréhensibles, mais d'autres, comme le lobbying normatif, sont légales, et donc toujours plus difficiles à contrer. Décryptage d'un monde des affaires où de plus en plus, derrière de simples batailles commerciales, se jouent de véritables luttes d'influence. Un acteur menace la position sur un marché d'une société lambda grâce à des coûts plus faibles ou à un concept plus innovant. Au lieu de rentrer dans une guerre des prix qui fera des ravages à coup sûr, la société aura peut-être recours à cette option moins connue : lui faire augmenter ses prix, par exemple en accroissant ses coûts, et ainsi réduire sa capacité de nuisance. Philippe Askenazy, directeur de recherche au CNRS et à l'Ecole d'économie de Paris, cite par exemple les acteurs du e-commerce, si dangereux pour les distributeurs classiques du *"brick and mortar"* : *"Leur talon d'Achille était la logistique. Le e-commerçant délivre souvent franco de port pour attirer le consommateur. C'est le cas d'Amazon. Le syndicat de la librairie française, qui regroupe 600 librairies, l'attaque en justice. Le 11 décembre 2007, le TGI de Versailles reconnaît qu'en offrant la livraison, Amazon réalise une vente liée, mettant les livres en dessous de leur prix règlementé (loi Lang). Sous peine d'astreinte, Amazon s'est vu obligé de facturer au client la livraison et de supprimer le chèque cadeau de bienvenue."* Le site a fait appel et continue de livrer sans coût d'acheminement. S'il est débouté, il risque bien d'être "pricé out" de France. La seconde estocade...

▸ Lire p.33

Suite de la p.25

"J'ai pu comparer les cultures et j'ai vu à quel point, en Chine comme au Japon, le travail est perçu comme une valeur tellement fondamentale qu'il est étroitement lié à la notion d'honneur, explique-t-il. *C'est une manifestation de l'instinct de survie extrêmement fort qui anime ces pays et qui se trouve aux antipodes de l'état d'esprit français, lequel évoque pour moi celui d'un adulte cramponné à des rêves d'enfant, en quête d'une société merveilleuse et à son service."* Une attitude qui, en maintenant la société dans un état d'*"irresponsable somnolence"*, la mettrait en danger.

L'idéalisation du passé

Première manifestation visible de ce syndrome de Peter Pan : un attachement sans borne au passé, à ses valeurs et à ses schémas, perçus comme forcément plus désirables que le présent. Une nostalgie du *"good old time"* nourrie à grands coups de commémorations – de Mai 68 à Guy Môquet en passant par les 100 ans de Nutella... - et aussi de petits arrangements avec l'Histoire. Car pour invoquer le passé avec plus d'efficacité, on n'hésite pas à en gommer les aspects les moins avantageux. Parfait exemple de cette manie bien française : l'intervention de Nicolas Sarkozy devant le Congrès, le 22 juin dernier, au cours de laquelle le président déclara en faisant référence aux Trente Glorieuses, qualifiées pour l'occasion de *"Miracle d'un idéal républicain"* : *"Ce que nos pères ont fait avant nous, il ne tient qu'à nous de le refaire."*

"Non seulement on se complaît dans le passé mais en plus on en véhicule une version falsifiée. C'est une escroquerie intellectuelle !"

Coprésident des Cahiers Verts de l'Economie et auteur de *Le père de famille, le trader et l'expert"*, Marc de Scitivaux décrypte : *"Cette intervention est doublement révélatrice du syndrome français puisqu'elle propose, une fois encore, d'envisager l'avenir en puisant dans les références du passé et qu'en plus, ces références sont malheureuses,* explique-t-il. *En réalité, les Trente Glorieuses sont un mythe. Ce fut une période durant laquelle la croissance française fut achetée par la ruine de l'épargne laminée par des séries de dévaluation et une inflation considérable. Donc non seulement on se complaît dans le passé mais en plus on en véhicule une version falsifiée. C'est une escroquerie intellectuelle !"*

Car cette forme de récupération du passé ne se contente pas d'entretenir une nostalgie pour une époque *"Amélie Poulain"* révolue, imaginaire et inoffensive. Elle induit une méfiance vis-à-vis de tout ce qui est nouveau, différent et inconnu. Résultat : tout ce qui évoque, de près ou de loin, un changement est d'abord perçu comme une menace avant d'être envisagé comme une opportunité. Une déformation que la sociologue Irène Thery, spécialiste de la famille et directrice d'études à l'EHESS, juge flagrante avec la mondialisation - *"une chance à saisir prioritairement perçue comme synonyme de danger"* - et rattache à ce qu'elle appelle *"la tentation tutélaire"* d'une société plus encline à se tourner vers une autorité supérieure qu'à se prendre en charge.

Tout ce qui évoque un changement est d'abord perçu comme une menace avant d'être envisagé comme une opportunité

La tentation tutélaire

Habitude très franco-française selon la sociologue qui rappelle qu'Alexis de Tocqueville, déjà, y percevait une menace pour les citoyens en mettant en garde, dans *La Démocratie en Amérique*, contre l'émergence d'*"un pouvoir immense et tutélaire qui se charge à lui seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort (...)"* ; ajoutant que ce pouvoir *"ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril mais il ne cherche, au contraire, qu'à le fixer irrévocablement dans l'enfance"*.

"Des citoyens dont le premier réflexe, en cas de difficultés ou d'interrogation, consiste à remettre leur sort entre les mains d'une puissance tutélaire"

C'est cette puissance tutélaire, dangereuse à force de bienveillance, qu'Irène Thery voit se profiler derrière le modèle républicain français. *"A force de faire prévaloir la notion d'égalité et d'Etat sur celle de liberté et d'individus, la France a fini par fabriquer des citoyens dont le premier réflexe, en cas de difficultés ou d'interrogation, consiste à remettre leur sort entre les mains d'une puissance tutélaire. Si bien que le langage des droits s'est progressivement substitué à tout appel à la responsabilité individuelle."*

Que tant de Français rêvent aujourd'hui d'un poste dans la fonction publique est pour elle révélateur d'un modèle *"tombé dans la caricature"* qui, au lieu d'incarner un point d'appui à l'esprit d'initiative et à l'effort individuel, est devenu un système *"d'assistance généralisé"*. Celui-ci désormais, menace de se retourner contre nous. *"Ce qui fait la particularité du modèle républicain français, cet idéal d'égalité qui anime la société et a fait beaucoup pour elle, notamment en matière d'intégration, a fini par produire des citoyens apeurés et un pays désarmé face aux changements actuels du monde,* assène Irène Thery. *Cela fait de nous une vieille nation conservatrice et frileuse, incapable de s'inscrire dans la dynamique d'un monde en changement."*

Révélatrice de cette double difficulté à rompre avec les schémas établis et à s'émanciper d'une autorité supérieure : l'attitude de la France dans le débat qui existe à l'heure actuelle dans le domaine de la bioéthique sur la question de l'assistance à la procréation. La position du politique sur ce point est ferme : le modèle français garantissant la gratuité des dons de sperme et d'ovocytes et l'anonymat des donneurs ne peut être remis en question. Fin de la discussion. Sauf, rappelle Irène Thery, que cette posture dogmatique ne prend pas en compte l'évolution de certaines réalités, à commencer par la demande croissante, de la part des enfants nés de ces dons, pour la levée de l'anonymat des donneurs. Demande à laquelle nombre de pays – dont l'Angleterre, la Belgique ou encore la Suède... - ont déjà choisi d'accéder. Pour la sociologue, la position sans appel de la France en la matière en dit long sur ses névroses.

Infantilisant et sécurisant

"Cela montre à quel point on ne fait pas confiance à l'individu, puisque, au lieu d'éduquer le citoyen à ce débat en responsabilisant donneurs et receveurs, on préfère s'en remettre à une autorité tutélaire - en l'occurrence, l'Institution médico-juridique – en partant du principe que le modèle existant est le seul capable de nous garantir contre les dérives, ce qui est totalement infantilisant, estime-t-elle. *Surtout, cela prouve que, dans un monde en mouvement, nous restons dans la réflexion dogmatique et refusons de prendre en considération ces nouvelles réalités pour la simple raison que le changement, c'est ce qui ne va nous apporter que des ennuis."*

Une frilosité perceptible dans d'autres débats de société comme ceux portant sur l'homo-parentalité, la fin de vie ou le mariage homosexuel. *"Bien sûr, il est important d'avoir des valeurs communes,* note Irène Théry, *mais celles-ci ne devraient pas être incompatibles avec la responsabilité individuelle. Elles ne devraient pas se traduire par une mise en retrait face à la dynamique d'un monde en mouvement."*

Autre manifestation de ce refus de grandir à la française, l'état d'esprit qui, à en croire le rapport de trois ingénieurs des Mines, anime certains dirigeants d'entreprise. Co-auteur de ce rapport *"Le patron de PME ou le syndrome de Peter Pan"*, Benjamin Bertrand raconte comment plusieurs mois d'entretiens auprès de cette population de dirigeants ont révélé, chez nombre d'entre eux, un refus de croître. *"Cela s'explique par le confort que leur procure le statut de "petit"*, explique Benjamin Bertrand. *Non seulement parce que celui-ci leur offre une garantie d'indépendance – alors que croître impliquerait nécessairement soit de déléguer, soit de s'adosser à plus gros que soi – mais aussi et surtout parce qu'il existe en France un crédit accordé à la petitesse. De même que, surtout depuis la crise, les grands patrons sont invariablement suspectés de vilénie, les petits sont toujours perçus comme sympathiques et leur entreprise comme étant digne de recevoir de l'aide."* Une expression du syndrome de Peter Pan qui, sous son aspect inoffensif, n'en constitue pas moins une contrainte économique réelle. *"Qu'il soit conscient ou non, ce désir de rester petit se traduit par un frein à la croissance, c'est indéniable"*, confirme Benjamin Bertrand.

Autre manifestation de ce refus de grandir, un refus de croître qui anime certains dirigeant d'entreprise

Reste à comprendre d'où nous vient cette peur de grandir...

ODILE JACOB

Irène Thery, sociologue et directrice d'étude à l'EHESS : "La France a fini par fabriquer des citoyens dont le premier réflexe, en cas de difficultés ou d'interrogation, consiste à remettre leur sort entre les mains d'une puissance tutélaire."

L'inconscient collectif

Pour Marc de Scitivaux, l'origine du mal prend ses racines dans l'inconscient collectif français qu'il estime marqué par *"deux héritages malheureux"*. *"Un héritage centralisateur se traduisant par la conviction latente et persistante qu'un monarque, ou une autorité tutélaire, est là pour nous indiquer l'avenir et nous protéger, et un héritage de regret, voire de colère, lié au fait d'avoir dû assister à la victoire des systèmes capitalistes incarnés par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, ce qui reste insupportable à bon nombre d'intellectuels français",* estime-t-il. Un héritage inconscient qui, pour Marc de Scitivaux, pourrait expliquer en partie le fait que, au lieu de se tourner vers l'avenir et d'affronter ses réalités et ses enjeux, *"nous préférions continuer à regarder dans le rétroviseur et, qui plus est, dans un rétroviseur truqué"*.

"Une inclinaison à considérer tout ce qui nous est accordé comme définitivement "acquis" qui est également le propre de l'enfant chez qui le poids de l'habitude est écrasant"

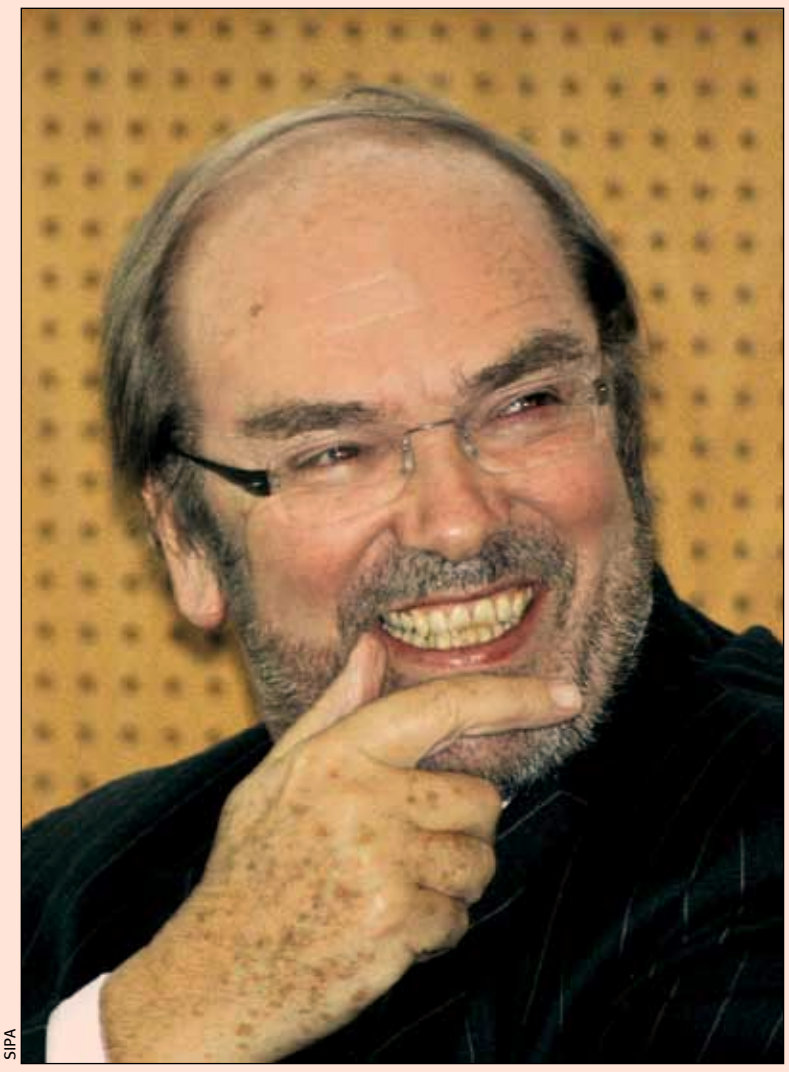
Michaël Doukhan croit lui aussi à l'origine historique du mal et au fait qu'au fil du temps, l'instinct de conquête qui animait la société française se soit peu à peu émoussé au profit de celui de préservation. *"Nous avons nous aussi eu notre période de dynamisme extrême, à l'époque de l'industrialisation,* rappelle-t-il. *Mais celle-ci s'est estompée à mesure que les mouvements sociaux prenaient le dessus. Or ces mouvements sociaux – qui ont fini par étouffer l'instinct de survie nécessaire à toute société en mouvement - sont eux-mêmes portés par une forme d'idéalisme, par la vision d'une société merveilleuse, sécurisante."* Celle-là même qui a inspiré *Toujours plus* et *Plus encore* à l'essayiste François de Closets ; des ouvrages sur la mentalité française qui lui ont donné l'occasion d'étudier de près notre tendance à tout marquer du sceau de l'idéologie pour le rendre immuable. A privilégier l'approche symbolique au risque de se figer dans des schémas dépassés. Explications.

Le poids de l'idéologie

"Toutes mes études sur la société française ont révélé cette particularité : c'est une société qui a coulé son statuquo, sa façon d'être, dans le béton de l'idéologie, de la représentation, du symbolique, indique François de Closets. *Si bien que le moindre détail pratique est d'abord appréhendé dans sa dimension dogmatique et directement perçu comme porteur de valeurs et donc, par nature, intouchable."*

Une inclinaison à considérer tout ce qui nous est accordé comme définitivement "acquis" qui, rappelle l'écrivain, est également le propre de l'enfant chez qui le poids de l'habitude est écrasant. *"Pour l'heure, la société française se comporte comme un enfant dont la particularité consiste à tout ritualiser,* poursuit-il ; *à tout considérer, le moindre geste, la moindre action, comme étant de l'ordre du symbolique, du principe, et donc de l'immuable – exemple : "C'est maman qui lit l'histoire du soir et personne d'autre" - et pour qui toute tentative de changement, de dérogation aux habitudes prises est vécue comme un*

"La société française se comporte comme un enfant dont la particularité consiste à tout ritualiser, à tout considérer comme étant de l'ordre du symbolique et donc de l'immuable"



SIPA

Marc de Scitivaux, coprésident des Cahiers verts de l'Economie et auteur de "Le père de famille, le trader et l'expert" : "Il n'y a pas pire erreur que de nier ces réalités d'un monde qui change pour se complaire dans des schémas d'un passé que l'on truque. Cela nous disqualifie."

traumatisme." Une tendance qui pose problème dès lors qu'elle fige dans des schémas irrévocables et s'oppose à toute approche pragmatique de la réalité et donc, à toute adaptation spontanée au changement. *"L'enfant n'est pas dans la perception pratique des choses - l'important, c'est l'histoire, pas la personne qui la lit, etc. – mais dans la symbolique, ce qui rigidifie tout et le rend extraordinairement conservateur,* insiste François de Closets. *Et il en est de même avec la société française où tout se réfère aux valeurs sacrées du patrimoine collectif, aux grands principes communs, et donc, ne peut être remis en question. Que l'Etat intervienne, à un moment donné, en faveur de telle ou telle profession et, immédiatement, ce qui a été accordé à titre ponctuel est perçu et interprété comme relevant du progrès social et dès lors, devient intouchable. Si bien que, comme avec les enfants, ce qui fut acquis un jour ne peut être remis en question le lendemain. D'où les multiples aberrations corporatistes du pays !"*

Mais le véritable problème de cette logique est ailleurs. Dans le fait que, en visant à figer la société dans de l'acquis et du définitif, elle apparaît en complet décalage avec le monde mouvant, traversé par le progrès technique, les nouvelles technologies et, surtout, porté par la mondialisation dans lequel nous vivons et qui induit des changements que l'on ne peut ignorer. C'est cette incompatibilité entre deux modèles - l'un statique, l'autre dynamique - qui pousse certains à s'interroger sur la capacité de la France à suivre le rythme. Car comme le rappelle François de Closets, *"toute société doit s'adapter à mesure que le monde change autour d'elle, c'est la condition de sa survie".* Pas si bénin que cela, donc, le syndrome Peter Pan…

"Ces principes qui font notre grandeur et notre perte"

C'est parce qu'il en est convaincu que Michaël Doukhan a voulu appeler les Français à "se réveiller" et à renoncer aux fantasmes de l'enfance – ceux d'une *"période bénie de toute-puissance et toute-jouissance"* comme la décrit le sociologue Eric Fouquier - pour affronter enfin le réel. *"J'ai voulu montrer les dangers de l'approche idéaliste cultivée par une grande majorité des Français pour la simple raison que, en matière économique et sociétale, l'idéalisme ne paye pas, c'est une certitude",* résume-t-il. Cela ne signifie pas qu'il ne faut pas avoir de rêves, mais plutôt que ceux-ci doivent rester individuels. *"Dès lors qu'il y a rêve commun, il y a danger. Parce que l'idéalisme occulte la réalité, interdit le pragmatisme et ankylose les sociétés,* poursuit Michaël Doukhan. *Le monde avance, il change, il accélère, c'est un fait que l'on ne peut ignorer, et à persister dans l'idéologie, la France se fera distancer par des puissances qui, elles, ne s'encombrent pas de ces grands principes qui, à l'heure actuelle, font notre grandeur et notre perte. Par des puissances chez qui le pragmatisme prévaut ; comme la Chine où l'on pense business du matin au soir, où la société tout entière est dans l'hyperactivité économique, ce qui lui a déjà permis de passer devant la France et qui, si elle continue, lui permettra de doubler le Japon dans deux ans et les Etats-Unis dans cinq…"*

Et pendant ce temps, un sondage récent du *Figaro* révèle que plus de 40 % des Français considèrent le capitalisme comme un mauvais système contre seulement 8 % des Allemands. Une proportion qui désole Marc de Scitivaux, pour qui un tel aveu illustre bien notre refus d'un monde qui change. *"Reste à savoir si celui-ci relève de l'ignorance ou du déni",* s'interroge-t-il en reconnaissant volontiers qu'il penche pour la seconde option. *"Dans ses voeux, le Président a déclaré :* "Les idées que la France défend vont pouvoir s'imposer dans un nouvel ordre mondial"… *Mais c'est du rêve! Il suffit de regarder la réalité pour constater que les pays émergents ayant choisi la voie du développement l'ont fait en optant pour le modèle libéral le plus sauvage : celui du XIXe siècle qui reposait sur une idée : "Enrichissez-vous par le travail et par l'épargne",* rappelle-t-il. *La voilà, la réalité : l'économie relève de la logique, pas de la morale. La preuve : la Chine travaille énormément et s'enrichit alors que la France travaille peu et s'endette."* Un constat sans ambiguïté qui pousse Marc de Scitivaux à parler de danger et d'urgence. *"Il n'y a pas pire erreur que de nier ces réalités d'un monde qui change pour se complaire dans des schémas d'un passé que l'on truque,* assène-t-il. *Cela nous disqualifie. Voilà pourquoi l'attitude de la France est extrêmement dangereuse et ne peut perdurer."*

Et de citer Winston Churchill lorsque celui-ci déclarait : *"On comprend pourquoi les Français ont choisi le coq gaulois comme emblème : c'est le seul animal qui, les deux pieds dans la merde, est capable de chanter en croyant qu'il fait lever le soleil !"* Un portrait peu flatteur que Marc de Scitivaux juge plus ressemblant que jamais. *"Cela s'applique parfaitement à notre société actuelle et à ses dirigeants qui persistent à se croire dans le vrai sans s'apercevoir que la France s'est mise hors jeu,* déclare-t-il. *Ce refus de se voir tel que l'on est – immobile dans un monde en mouvement – cette persistance à se voir comme modèle pour le monde alors même que notre déficit social devrait atteindre 23 milliards d'euros cette année sont désastreux."* Et de conclure : *"Et le Président a appelé cela le modèle social français que le monde devait nous envier…"* Cocorico.

"Comme avec les enfants, ce qui fut acquis un jour ne peut plus jamais être remis en question. D'où les multiples aberrations corporatistes du pays !"

Winston Churchill : "On comprend pourquoi les Français ont choisi le coq gaulois comme emblème : c'est le seul animal qui, les deux pieds dans la merde, est capable de chanter en croyant qu'il fait lever le soleil !"

Avis croisés

Comment expliquer que le passé nous paraisse plus séduisant que l'avenir ?

Eric Fouquier,
sociologue et PDG de Théma.

"La société est au stade moratoire avant le redémarrage vers quelque chose de différent"

"L'attachement au passé ne m'apparaît pas comme une régression mais comme la conscience d'un horizon prévisible et effrayant."

Il est vrai que la société française paraît tournée vers le passé, mais moins qu'un signe d'immobilisme, j'y verrais surtout une tendance au statu quo. Une volonté de se mettre sur pause pour réfléchir.

Il est certain que le passé est rassurant, (l'enfance est la période bénie de la toute-puissance et de la toute-jouissance) ; quant à la lutte pour préserver les acquis sociaux, c'est une façon de dire : nous savons que nous allons vers le pire (chômage, délocalisations, etc.) et donc nous opposons une résistance face à cet avenir en préservant ce qui a été conquis dans une logique de progrès social ; nous ne voulons pas de ce monde que l'on nous promet pour demain car nous nous sentons les perdants de la mondialisation qui a montré qu'elle était synonyme de bulles, de chômage et de réchauffement climatique. Vu sous cet angle, il paraît normal que demain ne fasse pas rêver.

C'est pourquoi l'attachement au passé ne m'apparaît pas forcément comme une régression mais plus comme la conscience d'un horizon prévisible et effrayant. Le pas en avant vers cet horizon – qui se traduirait par plus de libéralisme, d'autonomie accordée aux banques et de liberté à l'économie – apparaissant désormais inenvisageable, on tend à s'immobiliser dans l'attente d'une alternative ; comme si la société était au stade moratoire avant le redémarrage vers quelque chose de différent.

Dominique Desjeux,
sociologue et professeur d'anthropologie à la Sorbonne

"Cette tendance à se complaire dans "the good old time" est un signe de vieillissement"

"Dès lors que l'avenir ne cadre pas avec cette attente de société idéale, le passé revêt des allures de paradis perdu."

De façon universelle on tend à associer le retour sur le passé au vieillissement. Cette tendance à se complaire dans *"the good old time"*, à enjoliver le passé en oblitérant tout ce qui ne cadre pas avec la vision idéalisée que l'on en a est donc pour moi le signe d'un vieillissement de la société française. Cela mène à une certaine forme de pessimisme, à une incapacité à se tourner vers l'avenir, à faire des projets. A cela s'ajoute le fait que la génération qui occupe aujourd'hui des postes de pouvoir, celle des papy-boomers, reste marquée par Mai 68 qui était la grande utopie et qui a suscité chez elle un niveau d'attente extrêmement élevé. Celle d'un idéal de société. Dès lors que l'avenir tel qu'il nous apparaît aujourd'hui ne cadre pas avec cette attente, le passé revêt des allures de paradis perdu. A cela s'ajoute le fait que l'on est constamment dans le raccourcissement des scènes de causalité, autrement dit, que l'on simplifie la réalité pour en tirer des visions tranchées, sans nuances. Si bien qu'au final, la société navigue entre une vision idéalisée du passé et une vision cauchemardesque de l'avenir ; toutes deux fausses.

Henri Vacquin,
sociologue et directeur du développement chez Idées Consultants

"Nous vivons une crise de la transmission"

"Comment avoir envie d'aller vers cet avenir dont on ne sait rien et où les valeurs d'avant n'ont plus cours ?"

Le fait que l'on soit peu tenté par l'avenir s'explique en grande partie par le fait que nous vivons à l'heure actuelle une véritable crise de la transmission. Il faut comprendre que les choses sont allées extrêmement vite ces trente dernières années et que, entre l'avènement du libéralisme, de l'individualisme et des nouvelles technologies, nous avons vécu une véritable mutation de la société. Comme si cette fuite en avant - technologique, économique, etc. , - s'était faite au détriment de la transmission des valeurs et avait mis fin au questionnement habituel : "d'où vient-on et où va-t-on ?" ; comme si elle avait eu pour effet de gommer le passé. Et on le sait, il n'y a rien de tel pour susciter un refus de se tourner vers l'avenir, autrement dit, de grandir. Dans ce contexte, il est clair que la mémoire collective est apparue comme structurante, d'où la vague de commémorations – Mur de Berlin, Mai 68, Guy Môquet… - constatée ces dernières années et qui est née du vide laissé par le manque de transmission. Le refus de s'engager sur l'avenir peut être lié à cette fuite en avant mal digérée. Comment avoir envie de grandir et d'aller vers cet avenir dont on ne sait rien et où les valeurs d'avant n'ont plus cours ? Au politique, désormais, de ré-introduire du sens et des valeurs qui permettent de s'investir dans l'avenir.